



Résumé de la discussion en ligne sur comment

# COMBLER LE FOSSÉ ENTRE LES GENRES EN POLITIQUE

PUBLIÉ PAR

iKNOWPOLITICS

JUILLET 2021



Inter-Parliamentary Union  
For democracy, for everyone.



## MESSAGE DE LANCEMENT

### Contexte

Plus de 40 ans après l'entrée en vigueur de la CEDEF et 26 ans après la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing, les progrès vers une participation politique pleine et égale des femmes sont au point mort et la parité est encore lointaine. Les femmes ne représentent que 25% de tous les parlementaires, 36% des élus au niveau local et 21% des ministres.<sup>1</sup> Les femmes ne sont cheffes d'État ou de gouvernement que dans 23 pays, et 118 pays n'ont jamais été dirigés par une femme.<sup>2</sup>

Si certains pays ont fait des progrès vers la représentation équilibrée des hommes et des femmes en politique, la grande majorité est à la traîne. Dans 114 pays, entre 10% et 29,9% des parlementaires sont des femmes et dans 25 pays, les femmes représentent moins de 10% des parlementaires. Les femmes représentent moins de 30% des ministres dans 130 pays, dont 12 n'ont aucune représentation féminine.<sup>3</sup> Les femmes sont sous-représentées en politique en raison des contraintes et des obstacles structurels qui renforcent les croyances, normes, pratiques et politiques discriminatoires.

Dans les [conclusions concertées](#) de cette année de la Commission de la condition de la femme (CSW 65), les États ont convenu de relever la barre à 50/50 pour atteindre la parité hommes-femmes dans tous les postes élus en prenant toutes les mesures nécessaires pour éliminer les barrières et faire accélérer le progrès, notamment: fixer des objectifs et des délais précis pour parvenir à une représentation équilibrée entre les genres dans toutes les branches du pouvoir et à tous les niveaux à l'aide de mesures temporaires spéciales telles que les quotas et les nominations; encourager les partis politiques à désigner autant de candidates que de candidats; éliminer, prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles; et élaborer, financer et mettre en œuvre des politiques et des programmes de promotion du leadership des femmes.

Au rythme actuel, la parité des genres ne sera pas atteinte dans les parlements nationaux avant 2063 et parmi les chefs de gouvernement avant 2150.<sup>4</sup> Le monde ne peut se permettre d'attendre plus longtemps pour parvenir à une représentation égale des femmes. Avec la parité des genres en politique comme objectif mondial, des actions rapides sont nécessaires pour combler l'écart entre les femmes et les hommes en politique une fois pour toutes.

### Objectif

À la suite des conclusions de la CSW 65, cette discussion a sensibilisé à la lenteur des progrès vers une participation pleine et égale des femmes en politique et a recueilli des expériences et des recommandations sur la meilleure façon d'accélérer la parité et de réduire l'écart entre les genres en politique. Les participants ont été invités à participer à cette discussion en ligne du 11 mai au 1er juin 2021 en répondant aux questions ci-dessous. Les contributions ont servi à l'élaboration de la réponse consolidée ci-dessous, augmentant ainsi la base de connaissances disponibles sur le sujet.

---

<sup>1</sup> Participation pleine et effective des femmes à la prise de décision dans la sphère publique et élimination de la violence, en vue d'atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles: Rapport du Secrétaire Général <https://undocs.org/fr/E/CN.6/2021/3>

<sup>2</sup> Basé sur les calculs d'ONU Femmes au 1er avril 2021.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Participation pleine et effective des femmes à la prise de décision dans la sphère publique et élimination de la violence, en vue d'atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles: Rapport du Secrétaire Général <https://undocs.org/fr/E/CN.6/2021/3>

## Questions

1. Quels sont les leviers de réussite dans les pays à forte représentation des femmes en politique ?
2. Plus de la moitié des pays n'ont pas de mesures temporaires spéciales, dont plusieurs comptent moins de 10% de femmes parlementaires. Que peut-on faire pour atteindre la parité dans ces pays ? Quel rôle les partis politiques peuvent-ils jouer ?
3. Les femmes sont sous-représentées dans tous les domaines de la vie publique, y compris dans l'administration publique et la justice. Quelles mesures proposez-vous pour garantir aux femmes une représentation égale dans tous les secteurs de la vie publique ?

## PARTICIPANTS

Avec nos partenaires, nous remercions nos abonnés d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, bonnes pratiques et recommandations. Les participants suivants ont contribué à la discussion en ligne :

1. [Agata Walczak et Charles Chauvel](#), Centre régional du PNUD à Bangkok, **Thaïlande/Asie-Pacifique** (anglais)
2. [Akua Sena Dansua](#), Ancienne ambassadrice du Ghana en Allemagne, ancienne ministre du Tourisme, ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports, ancienne ministre du Genre et des Affaires de l'enfance, ancienne parlementaire, **Ghana** (anglais)
3. [Amélie Leclercq](#), Représentante de *Business and Professional Women* au Lobby européen des femmes, **France** (français)
4. [Elisha Bano](#), Fondatrice et coordinatrice de *Act It Network*, **Fidji** (anglais)
5. [Lilliam Arrieta](#), **El Salvador** (espagnol)
6. [Marie Misukyo Amisi](#), Directrice exécutive de l'ONG Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien-être Familial, **République Démocratique du Congo** (Français)
7. [Maryse Helbert](#), Maître de conférences à Leiden University, College The Hague, **Pays-Bas** (anglais)
8. [Mercedes Velazquez](#), **Argentine** (espagnol)
9. [Mykola Yabchenko](#), Projet de la société civile pour le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme, PNUD Ukraine, **Ukraine** (anglais)
10. [Prerna Jha](#), Jeune militante et diplômée universitaire, **Inde** (Anglais)
11. [Samira Elmasoudi](#), Présidente de *Development to Support Women and Youth Organization*, **Libye** (arabe)
12. [Santosh Kumar Mishra](#), Assistant technique (retraité), Population Education Resource Centre (PERC), Département de l'éducation permanente et des adultes et du travail de vulgarisation, S. N. D. T. Women's University, **Inde** (anglais)
13. [Tayo Agunbiade](#), Auteure et chercheuse à l'Assemblée nationale du Nigéria, **Nigéria** (anglais)
14. [Terry Ince](#), Fondatrice/animatrice du Comité CEDAW de Trinité-et-Tobago, **Trinité-et-Tobago** (anglais)

## RÉSUMÉ

1. **Quels sont les leviers de réussite dans les pays à forte représentation des femmes en politique ?**

Une forte participation politique et une haute représentation des femmes contribuent à des sociétés plus pacifiques car elles conduisent à des démocraties plus fortes et plus transparentes, ainsi qu'une plus

grande réactivité aux besoins des citoyens et une coopération accrue entre les partis politiques, rappelle [Santosh Kumar Mishra](#). Il partage également des résultats de recherche suggérant qu'au fur et à mesure que plus de femmes sont élues, il y a plus de politiques publiques qui améliorent la qualité de vie et privilégient les priorités des familles, des femmes et des minorités ethniques.

Citant [Women Deliver](#), [Santosh Kumar Mishra](#) partage que bien que la représentation mondiale des femmes dans les parlements nationaux soit encore inférieure au seuil de 30 %, souvent reconnu comme la proportion minimale pour atteindre une « masse critique », certaines régions ont enregistré des progrès notables au cours des deux dernières décennies, tels que l'**Afrique subsaharienne** avec une hausse de 11 % à 23,6 % et les **États arabes** avec une hausse de 3,1 % à 17,5 %.

Selon [Agata Walczak et Charles Chauvel](#), l'adoption durable d'une culture qui normalise la représentation et la participation des femmes à la vie publique et politique est un puissant levier de réussite dans les pays à forte représentation des femmes. Notant que ce type de changement ne se produit pas du jour au lendemain ou de lui-même, ils soutiennent qu'un plaidoyer politique bien exécuté et des campagnes publiques à grande échelle visant l'introduction de mesures spéciales temporaires peuvent conduire à un changement dans la politique et être une initiative d'autonomisation en soi.

Citant un rapport de l'Union interparlementaire, [Tayo Agunbiade](#) ajoute que les pays où la représentation des femmes au parlement est élevée ont des lois qui facilitent l'inclusion des femmes dans les institutions de prise de décision publiques. Pour [Maryse Helbert](#), [Tayo Agunbiade](#), [Mykola Yabchenko](#), [Agata Walczak et Charles Chauvel](#), [Lilliam Arrieta](#) et [Santosh Kumar Mishra](#), la méthode la plus courante et la plus efficace pour accroître et renforcer la participation et la représentation politiques des femmes est l'adoption de mesures spéciales temporaires, dont les quotas.

[Tayo Agunbiade](#) note que les pays qui ont fait progresser la participation et la représentation politiques des femmes ont institué des quotas de genre sous une forme ou une autre, que ce soit par le biais de la législation ou des constitutions. Selon elle, les quotas se sont avérés être un instrument efficace pour garantir que les femmes sont davantage incluses dans les partis politiques, présentées comme candidates, remportent des sièges et ont leur mot à dire en politique.

[Maryse Helbert](#) et [Tayo Agunbiade](#) citent le **Rwanda** comme un exemple où il existe des quotas de genre mandatés par la Constitution efficaces et qui ont eu comme résultat une représentation féminine de 61,3% au parlement en 2021. [Tayo Agunbiade](#) cite aussi les progrès du **Sénégal**, de la **Namibie** et du **Mozambique** comme autres exemples africains où les femmes représentent plus de 40 % de des parlementaires. [Mercedes Velazquez](#) partage qu'en **Argentine**, les quotas législatifs obligatoires ont d'abord imposé un minimum de 30 % de femmes sur les listes de candidats aux élections législatives et ont été revus à la hausse avec un nouveau minimum de 50 %. Avec ces mesures progressives, l'**Argentine** compte désormais plus de 40 % de femmes parlementaires.

Récemment, le **Chili** a voté pour une assemblée chargée de rédiger la nouvelle constitution du pays avec une représentation des sexes à 50-50 à la suite d'une mesure de parité qui, selon [Tayo Agunbiade](#), garantira l'inclusion d'articles sensibles au genre dans la nouvelle constitution. L'exemple du Chili est un modèle à suivre pour d'autres pays, soutient-elle.

[Maryse Helbert](#) prévient que des progrès ne peuvent être réalisés en matière de représentation des femmes en politique que lorsque des quotas et des cadres de mise en œuvre bien conçus et rigoureux sont mis en place. Par exemple, en **France**, une loi sur la parité avec un quotas a été mise en place en 2001, mais des progrès limités ont été réalisés en raison de la « négligence de la loi », selon elle. Les quotas et autres mesures spéciales temporaires bien conçus peuvent contribuer à un changement à long terme des « cœurs et des esprits » nécessaire pour normaliser une représentation égale, affirment [Agata Walczak et Charles Chauvel](#).

Rappelenat que les quotas peuvent être un sujet controversé, [Maryse Helbert](#) n'ignore pas les arguments contre eux. Elle souligne que les femmes politiques veulent souvent être reconnues pour leurs qualités et ne pas être réduites à des statistiques. De plus, [Agata Walczak and Charles Chauvel](#) préviennent que les mesures spéciales temporaires ne peuvent à elles seules conduire au changement, car plusieurs autres actions doivent être menées en parallèle.

Selon [Akua Sena Dansua](#), les facteurs communs de réussite pour une plus grande égalité des sexes en politique comprennent : une volonté politique engagée, des réformes électorales exécutoires facilitant l'inclusion, l'adoption d'actions positives bien conçues, le plaidoyer de la société civile, des hommes alliés et le soutien des médias. Mercedes Velazquez ajoute que les normes et pratiques sociales patriarcales persistantes sont injustes pour les femmes, car les soins et les responsabilités domestiques leur incombent de plus en plus. Pour elle, les politiques qui favorisent une répartition équitable telles que le congé parental pour les hommes et les femmes, le télétravail pour les parents et les personnes ayant des responsabilités familiales, les garderies subventionnées et les programmes d'incitation fiscale pour les entreprises avec une plus grande représentation des femmes, contribuent à promouvoir une plus grande égalité des sexes dans les positions de prise de décision, y compris en politique.

## **2. Plus de la moitié des pays n'ont pas de mesures temporaires spéciales, dont plusieurs comptent moins de 10% de femmes parlementaires. Que peut-on faire pour atteindre la parité dans ces pays ? Quel rôle les partis politiques peuvent-ils jouer ?**

Tous les participants conviennent qu'il faut faire davantage pour améliorer la représentation des femmes et combler l'écart entre les sexes en politique, car les efforts actuels ne suffisent pas pour atteindre la parité dans le futur proche. La sous-représentation des femmes en politique est le résultat de barrières profondément enracinées qui restreignent l'accès des femmes aux postes de décision. Se référant à une étude universitaire sur l'effet de la représentation des femmes au parlement, [Santosh Kumar Mishra](#) cite les obstacles suivants :

- Prévalence du « modèle masculin » dans la vie politique et les instances gouvernementales élues
- Manque de soutien des partis politiques pour les candidates, y compris en limitant leur accès aux financements politiques et aux réseaux
- Manque d'accès à une éducation et à une formation de qualité pour le leadership des femmes et pour l'orientation des jeunes femmes vers la vie politique
- La nature du système électoral, qui peut être discriminatoire à l'égard des candidates

Les participants conviennent que pour les pays où de telles barrières persistent et empêchent les femmes de jouir pleinement et également de leur droit de participer à la politique, des mesures spéciales temporaires sont la solution. Par exemple, le **Nigéria** se classant au 180<sup>ème</sup> rang en termes de représentation des femmes au parlement, [Tayo Agunbiade](#) partage que l'Assemblée nationale s'efforce actuellement d'adopter une loi prévoyant des quotas et des sièges réservés aux femmes en tant que mesures spéciales temporaires afin de réduire l'écart entre les sexes en politique.

En **Ukraine**, un quota de 30 % a été introduit dans la loi organisant les partis politiques en 2014, mais en l'absence de sanctions, de nombreux partis politiques ne se sont pas conformés ou ont nommé des femmes à des postes difficiles à gagner, ce qui fait que les femmes ne représentent que 12 % des députés, rapporte [Mykola Yabchenko](#). Elle rapporte qu'un récent quota de 40 % mandaté dans le code électoral a été appliqué lors des élections locales d'octobre 2020, mais qu'il n'était pas aussi efficace que prévu, comme les femmes ont eu bien moins de 40 % des sièges locaux. Pour éviter cela, [Tayo Agunbiade](#) souligne l'importance d'utiliser des quotas bien conçus pour assurer un résultat avec des exigences strictes sur les listes des partis et des sanctions en cas de non-conformité appliquées par l'organe de gestion électorale.

La demande pour plus de femmes en politique a augmenté parmi le public en Ukraine, rapporte [Mykola Yabchenko](#), car les sondages d'opinion montrent que ¾ des hommes et des femmes ne basent pas leur choix électoraux sur le genre. Elle note que la représentation politique des femmes a augmenté avec le changement de perception du public à l'égard des femmes en politique, car davantage de femmes sont apparues sur les listes des partis lors des élections législatives de 2019, ce qui a augmenté la représentation des femmes à 20,6 % au parlement.

Les quotas sont un exemple de mesure spéciale temporaire conçue pour remédier à la sous-représentation flagrante des femmes en politique en veillant à ce qu'elles occupent des postes politiques et ne soient pas seulement représentées de manière symbolique. Le changement de culture peut prendre plus de temps que ce que l'on entend par « temporaire », notent [Agata Walczak et Charles Chauvel](#), car il existe des exemples de pays où la suppression d'une mesure spéciale temporaire s'est avérée prématurée avec un renversement de la représentation des femmes.

[Agata Walczak et Charles Chauvel](#) soutiennent que pour mieux comprendre et soutenir un changement durable, une évaluation objective est nécessaire pour mesurer le succès d'une mesure spéciale temporaire et quand il est sûr de la supprimer. De plus, ils notent que la représentation numérique mandatée par les mesures spéciales temporaires ne se traduit pas automatiquement par une opportunité substantielle pour les femmes de profiter pleinement des postes électifs. Pour pouvoir prospérer dans des institutions conçues par et pour les hommes, les femmes doivent avoir un accès égal aux ressources, à l'éducation, au mentorat et à la formation.

[Elisha Bano](#) et [Prerna Jha](#) soulignent l'importance de fournir une éducation, une formation et des opportunités de mentorat, en particulier aux jeunes femmes, afin de cultiver leurs compétences et de les guider dans leurs aspirations politiques. [Elisha Bano](#) insiste sur l'importance de fournir des bourses pour que les jeunes femmes étudient les sciences politiques, le droit, les relations internationales et les matières connexes, en plus des programmes de mentorat et de stages au sein des partis politiques et des institutions gouvernementales. En tant que jeune diplômée, [Prerna Jha](#) réitère ce point en partageant que même si elle est intéressée par la politique, elle ne sait pas quelles opportunités s'offrent à elle et comment s'y prendre pour faire le premier pas.

Selon [Agata Walczak et Charles Chauvel](#), éliminer les obstacles systémiques à la représentation égale nécessite un engagement et une action qui soient structurels et permanents plutôt que temporaires, comme la correction des politiques, programmes et pratiques sociaux et économiques discriminatoires et sexistes. Les participants conviennent que les partis politiques ont un rôle crucial à jouer dans la stimulation de cette évolution vers une égalité réelle à long terme.

Se référant à la première question, [Akua Sena Dansua](#) fait valoir que les partis politiques devraient être identifiés comme les principaux leviers de succès de la représentation égale des genres en politique, mais qu'en réalité, ils sont les principaux coupables lorsqu'il s'agit du manque de parité femmes- hommes en politique. En raison des stéréotypes négatifs associés au leadership des femmes et de la domination des styles de leadership sexistes et machistes, elle note que de nombreux dirigeants de partis politiques sont contre l'inclusion des femmes. En outre, elle affirme que plutôt que d'être la solution, les partis politiques sont généralement le problème en initiant et en perpétuant la sous-représentation des femmes en politique et le manque de progrès vers l'équilibre entre les sexes. Pour elle, de nombreux dirigeants de partis politiques jouent un rôle actif dans le maintien de la politique hors de portée pour les femmes, notamment financièrement.

L'engagement des partis politiques est essentiel pour garantir que les candidates occupent des postes politiques, déclarent [Agata Walczak et Charles Chauvel](#). Ils ajoutent que des mesures qui incitent à une représentation plus égalitaire ou qui mettent en place des seuils de financement public pour les partis

politiques ou encore des limites aux dépenses de campagne des candidats peuvent être efficaces pour lancer le processus menant à une représentation égale entre les candidats et les élus. Mais pour s'assurer qu'une telle avancée n'est pas que symbolique et apporte un réel changement à long terme aux relations de pouvoir, soutiennent-ils, un engagement au niveau des valeurs est vital. Cela nécessite une réflexion fondamentale parmi les membres des partis, facilitée par le leadership, sur le besoin d'égalité et de diversité en politique et sur les mesures nécessaires au niveau des règles des partis politiques et des façons de travailler pour la promouvoir.

De nombreux partis politiques comptent des femmes parmi leurs membres et bénévoles qui prennent des responsabilités de mobilisation et de coordination d'événements, affirme [Terry Ince](#). Cependant, ces mêmes femmes sont souvent soit réticentes à se porter volontaires pour des postes plus élevés, soit négligées et découragées lorsqu'elles le font. [Terry Ince](#) appelle les partis politiques à saisir l'opportunité d'une plus grande inclusion et à encourager, préparer, former et soutenir toutes leurs membres à occuper des postes à tous les niveaux de gestion et de leadership. [Tayo Agunbiade](#) se joint à cet appel, ajoutant que les partis politiques doivent être incités ou poussés à garantir que leurs structures décisionnelles, y compris les conseils d'administration et les comités de sélection des candidats, incluent des femmes. Elle soutient que des mesures spéciales temporaires imposées aux partis politiques peuvent être des outils utiles pour atteindre cet objectif.

### **3. Les femmes sont sous-représentées dans tous les domaines de la vie publique, y compris dans l'administration publique et la justice. Quelles mesures proposez-vous pour garantir aux femmes une représentation égale dans tous les secteurs de la vie publique ?**

[Santosh Kumar Mishra](#) souligne qu'il existe des obstacles importants à la participation des femmes dans toutes les sphères de la vie publique qui découlent de problèmes économiques, sociaux et culturels, en plus des stéréotypes néfastes et négatifs sur les femmes et les rôles de genre traditionnels. Une représentation égale des genres dans la vie publique peut être obtenue en garantissant des règles du jeu équitables aux points d'entrée à tous les niveaux de responsabilité des institutions de service public, affirme [Tayo Agunbiade](#). L'un des principaux moyens d'y parvenir, selon [Samira Elmasoudi](#), est de mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles. Pour elle, il s'agit de la première étape essentielle pour garantir que les femmes sont autonomisées et financièrement indépendantes pour aspirer et participer pleinement à toutes les sphères de la vie publique.

[Lilliam Arrieta](#) partage qu'au **Salvador**, bien qu'il existe des quotas de genre pour l'Assemblée législative, il n'y a aucune mesure ou action positive pour réduire l'écart entre les sexes dans les branches exécutive et judiciaire, y compris la Cour suprême de justice. En effet, bien que les femmes représentent 54 % de la population, seulement 33 % des juges de la Cour suprême sont des femmes. [Lilliam Arrieta](#) soutient que cette sous-représentation des femmes aux postes de décision rend les problèmes des femmes invisibles et les solutions proposées inadéquates car elles émanent de la vision et de l'expérience masculines. Elle ajoute qu'il s'agit d'une boucle qui augmente la discrimination à l'égard des femmes, et avec El Salvador ayant l'un des taux de féminicides les plus élevés au monde, elle appelle à une action positive en faveur d'une plus grande représentation des femmes dans le système judiciaire, notamment à la Cour suprême de justice.

[Marie Misukyo Amisi](#) soutient que les conventions et instruments internationaux tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, devraient être appliqués plus fermement afin que les femmes aient un accès égal aux postes de direction dans la vie publique. [Mercedes Velazquez](#) ajoute qu'il faut faire davantage pour encourager les jeunes femmes et leur donner un accès égal à la fonction publique et aux postes de direction, principalement par le biais de

l'éducation, de la formation, de l'information publique et des campagnes médiatiques. Pour [Akua Sena Dansua](#), il est également essentiel que des femmes dirigeantes comme elle-même agissent comme modèles et mentors auprès des jeunes générations afin que les jeunes femmes puissent s'identifier, être encouragées et avoir un meilleur accès aux réseaux et à l'expertise.